

LES MÉDIAS À SOTCHI ET DANS LA RÉGION DE KRASNODAR

ENTRE REALIGNEMENT ET DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Extrait de "Héros et laquais. Le travail des journalistes et des médias dans les régions russes"

La région de Krasnodar se situe au sud de la Russie, bordée par la Mer Noire et le Caucase. Elle est également appelée "Kouban", du nom du fleuve éponyme qui la traverse. Avec un peu plus de 5 millions d'habitants, cette région est l'une des plus peuplées de Russie, dont environ 50 % vit dans les zones rurales. Elle compte 4 villes principales : Krasnodar (715 000 habitants), Sotchi (330 000), Novorossiisk (230 000) et Armavir (190 000). L'agriculture et le tourisme sont les deux vecteurs économiques les plus importants. On note, entre autres, l'implantation du constructeur de machines agricoles CLAAS. L'activité portuaire de Novorossiisk n'est également pas négligeable sur le plan économique.

Maintenant que la ville de Sotchi a pu s'imposer pour les Jeux Olympiques de 2014, la préparation à ces Jeux soulève des questions d'ordre économique, politique et social importantes pour la région. On estime à 20 milliards de dollars environ l'aide de l'Etat pour ces Jeux. D'autre part, cette manifestation entraîne des conflits aigus, particulièrement à Sotchi, où ce projet ambitieux d'un point de vue politique, se heurte à la résistance de la population. La question de la distribution des terrains est particulièrement épineuse.

Le gouverneur Alexander Tkatchov a la situation bien en main. Il a placé des hommes proches de lui aux postes clés de l'administration des villes les plus importantes de la région. En s'appuyant sur ses « ressources administratives » et certains médias complaisants, il a purgé et remplacé les maires indociles et réduit au silence les candidats gênants.

Le gouverneur est un ancien membre de l'organisation de jeunesse soviétique "Komsomol" ainsi qu'un ancien député de la Douma. Depuis 2000, il dirige le Kraï (territoire administratif) de Krasnodar. En tant que délégué du parti officiel du Kremlin "Russie Unie" (*Iedinania Rossia*), il s'est assuré un réel appui. Au sein du Parlement de la subdivision régionale, 67 sièges appartiennent d'ailleurs à ce parti. À leurs côtés siègent le parti communiste et le deuxième parti officiel, "Russie Juste". Les partis libéraux, et l'ancien parti nationaliste LDPR, connu pour son populisme, n'y sont pas représentés.

Tkatchov a mis en oeuvre sur le territoire de Krasnodar, ce qu'il est convenu d'appeler une "verticale du pouvoir". Les maires des villes les plus importantes proviennent du même parti politique que le gouverneur. En 2005, Nikolaï Pris, le maire communiste de la ville de Krasnodar a perdu son poste après une campagne

médiatique lors de laquelle Tkatchov avait fait courir le bruit qu'il était corrompu. Le député de la Douma, Sergei Chichkarov, également homme d'affaires, a été candidat à la mairie de Novorossiisk. Pour y parvenir, il a créé sa propre entreprise de médias, qui devait faire campagne en sa faveur. Tkatchov s'est approprié les médias restants et, après une campagne électorale contestable, Chichkarov a été écarté du vote. Le candidat soutenu par le gouverneur, Vladimir Siniagovski, a remporté le scrutin et est toujours au pouvoir à l'heure actuelle.

La bataille politique pour diriger la ville de Sotchi fut particulièrement âpre. La ville est, entre autres, l'un des territoires les plus lucratifs de Russie – le prix du terrain à Sotchi est relativement bas depuis l'attribution des Jeux. Le gouverneur a cherché à s'y imposer. Depuis 2000, la ville a été administrée par six maires différents. Le plus récent d'entre eux est Anatoli Pakhomov. Poulain de Tkatchov, il s'est imposé face au candidat d'opposition libérale Boris Nemtsov en 2009. Durant la campagne, les médias locaux ont largement nui à l'image de Nemtsov, alors que seul Pakhomov a bénéficié d'un large accès aux médias.

Beaucoup de médias mais peu de diversité

Le Kraï de Krasnodar concentre plus de 900 médias. Auxquels il faut ajouter les programmes nationaux. La chaîne télévisée locale la plus importante est *NTK* (Nouvelle Télévision de Kouban). Privée à l'origine, *NTK* a été rachetée par l'administration du Kraï peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Tkatchov. Selon l'organisation moscovite "Fondation pour la défense de la Glasnost", l'ancienne propriétaire, Ludmila Martchenko en a été évincée contre plusieurs millions de roubles et un poste au service de presse de l'administration. Suite à cela, la Cour des comptes russe a exigé une vérification des dépenses publiques. Mais l'enquête a tourné court.

Selon le portail en ligne *Médiaguide* (www.mediaguide.ru) les plus gros quotidiens de la région sont *Kuban Segodnia* (tirage : 75 000 exemplaires), *Kubanskie Novosti* (55 000), *Volnaya Kuban* (45 000) et *Krasnodarskie Izvestia* (41 000).

A leurs côtés, on trouve également la presse populaire de Moscou. *Komsomolskaya Pravda* (édition hebdomadaire : 80 000) et *Moskovski Komsomolets* (17 000) connaissent des tirages records à l'échelle régionale. Le tirage du bihebdomadaire *Novaya Gazeta Kubani* est un peu moins élevé avec 10 357 exemplaires.

Le plus souvent, les plus gros titres moscovites ont un correspondant régional à Krasnodar et les journaux *Kommersant* et *Vedomosti* publient des suppléments régionaux dans le Sud de la Russie.

Sur Internet, il existe les sites d'information www.yuga.ru (environ 30 000 visiteurs et 2 millions de pages consultées par mois) et www.ekaterinodar.ru (pas de donnée). Dans le Sud de la Russie, on peut consulter le site Internet de *Kavkaz Uzel* (www.kavkaz-uzel.ru).

Malgré le nombre important d'organes de presse, les médias d'Etat dominent le paysage médiatique. "Dans le Kraï de Krasnodar, il n'existe presque plus de média indépendant", confie Vadim Belyaev, ancien directeur du groupe audiovisuel public *GTRK Sotchi*. Une grande partie des médias est directement liée aux administrations de la région ou de la ville. C'est le cas des journaux *Kubanskiye Novosti* et *Kraievye Novosti*, du mensuel *Krasnodarski Kraï* et du magazine *Region 93*, la publication officielle de l'administration du Kraï, destinée à un public plus jeune. De plus, la municipalité contrôle une partie des finances du journal *Kuban Segodnia*. La ville possède également la chaîne télévisée *Krasnodar* et le quotidien *Krasnodarskie Izvestia*. Selon les dires de journalistes locaux, Tkatchov contrôle aussi directement une filiale de la télévision publique nationale (GTRK), *GTRK Kuban* ancienne *GTRK Sotchi*. En 2005, ce média a été placé directement sous influence de l'administration du Kraï.

De nombreuses municipalités distribuent encore leurs propres journaux, comme c'est le cas à Sotchi avec *Novosti Sotchi*. Au total, on compte environ 40 journaux de la sorte, dont 26 sont dépendants de la maison d'édition publique "Periodika Kubani". En principe, ces publications ne traitent que des informations officielles relatives aux activités des autorités locales.

Le "registre des médias" : un instrument de mise au pas

En plus des médias publics, on compte également beaucoup de médias privés, mais nullement indépendants. Pour la plupart, ils sont contrôlés et édités par l'administration de la même manière. En 2008, la région a officiellement consacré 262,5 millions de Roubles (env. 7,5 millions d'Euro) de son budget au financement de la presse.

Depuis des années, ce que l'on appelle le "registre des médias" est un instrument de standardisation et de soumission. Tous ceux qui y figurent jouissent d'un avantage financier et d'allègements d'impôts. À l'origine, ce registre devait accorder une plus grande marge financière aux médias et protéger la liberté de la presse. Mais l'administration l'utilise comme moyen efficace de contrôle. "Les journaux municipaux ont peu de marge de manoeuvre – le registre du Kraï autorise les autorités à contrôler les comptabilités des rédactions : les réductions d'impôts, les différentes dépenses pour l'achat de véhicules ou d'outils techniques, sont autant de moyens de pression", constate la "Fondation pour la défense de la Glasnost" après avoir mené une enquête dans la région.

Pour pouvoir être inscrit au "registre", un organe de presse est contraint de publier les informations municipales. Ce qui va largement au-delà des avis officiels. Le service de presse du gouverneur envoie aux médias des reportages faisant l'apologie de Tkatchov. Le plus souvent, les rapports officiels n'ont pas de valeur informative. Les journaux et les chaînes télévisées publient tout de même ces reportages en échange de rémunération – beaucoup sans les signaler sous l'estampille "service de presse". Qui s'y refuse ne peut bien évidemment pas espérer de subvention ou de réduction d'impôt.

Quoi qu'il en soit, la structure fragile des médias est perturbée par la concurrence déloyale des annonceurs. La plupart des médias autrefois indépendants sont aujourd'hui ruinés ou ont été rachetés par un nouveau propriétaire, faisant les yeux doux à l'administration du Kraï. C'est pour cette raison que l'hebdomadaire *Sotchi* a disparu il y a très longtemps. Celui qui fut son créateur et son rédacteur en chef pendant de nombreuses années, Georgi Ivanov, a dû amèrement voir disparaître le titre car il ne pouvait plus s'imposer face à la concurrence des journaux publicitaires gratuits, directement financés par la ville. De plus, ses clients voulaient très souvent y insérer de la publicité déguisée, ce qu'Ivanov refusait catégoriquement.

D'autres journaux importants, tels que le quotidien *Volnaya Kuban*, ont fait les démarches nécessaires pour figurer sur le "registre". Même si officiellement, sur son site Internet on peut lire : "Indépendant des autorités, des structures financières et marchandes, des partis politiques, des clans et des groupes. Dépendant des lecteurs, de la société de Kouban, de ses us et coutumes, de l'histoire et de l'actualité de la patrie aussi bien que du journalisme civique". Mais ses finances proviennent en grande partie du "registre", elles-mêmes largement alimentées par l'administration du Kraï. Les reportages du journal sont tout sauf indépendants. On n'y trouve aucune critique sur le gouverneur.

Une indépendance difficile à préserver

La holding *Volnaya Kuban*, qui a pour fleuron le journal du même nom, appartient à Viktor Lameikin, également rédacteur en chef du journal. Cette holding rassemble dix journaux et la station de radio *Radio 107*, dirigée par le fils de Viktor Lameikin, Dimitri Lameikin. Les journaux sont distribués dans le Kraï mais également dans la République d'Adygué, enclave russe dans laquelle se situe Krasnodar. Au début de l'ère Tkatchov, des dissensions se sont fait sentir entre la direction du Kraï et le journal (en 2001, la rédaction de *Volnaya Kuban* s'est ouvertement plainte des contrôleurs fiscaux envoyés par l'administration), mais le conflit s'est rapidement apaisé. *Volnaya Kuban* est, depuis des années, majoritairement financée par l'argent de la publicité de l'administration du Kraï. Lameikin, également responsable du syndicat des journalistes de la Russie du Sud, a dès lors cessé toute critique à l'encontre de Tkatchov. Il a d'ailleurs noué de très bonnes relations avec l'administration.

À l'échelon régional, seuls *Novaya Gazeta Kubani*, *Komsomolskaia Pravda na Kubane* et *Krasnodarski Kourier* (tirage 25 000 exemplaires) sont plus ou moins indépendants de l'administration. Mais, dans chaque cas, ils sont édités à Moscou. *Krasnodarski Kourier* est un exemple intéressant. Ce journal appartient à l'éditeur moscovite "Provinzia". Ce dernier est à la tête de la plupart des publications de Moscou, en plus de s'être spécialisé dans la publication des journaux locaux dans 25 provinces russes. *Krasnodarski Kourier* est en vente depuis 2003 et critique parfois durement les dirigeants locaux.

Car le gouverneur peut être l'objet de critiques. Dans son édition du 9 juin 2009, *Krasnodarski Kourier* a publiquement mis en doute ses déclarations au sujet de ses revenus. L'auteur, Elena Regulskaya, attirait l'attention sur les spéculations

financières concernant la propriété foncière de Tkatchov. Pour la population locale, Tkatchov est considéré comme le plus grand propriétaire foncier de la région. Mais comme le journal est considéré comme de la presse de bas étage, qui ne se consacre que rarement aux sujets politiques, son influence n'a été que minime. Et l'administration régionale continue d'ignorer ce journal.

L'influence du journal *Novaya Gazeta Kubani* est incomparablement plus importante. Notamment en raison de la réputation de *Novaya Gazeta* à Moscou, qui fournit une grande partie du contenu du journal. Mais, selon Svetlana Kravtchenko, c'est aussi en lien avec le caractère bien trempé de sa collègue et rédactrice en chef Galina Tachmatova. Cette dernière dirige aussi l'association de journalistes indépendants "Voix de Kouban". Elle a fondé le journal fin 2004. Pour réaliser un reportage dans la région, la rédaction de Krasnodar doit le financer elle-même car elle ne reçoit pas d'aide de la rédaction centrale de *Novaya Gazeta* à Moscou. C'est pour cette raison que Galina Tachmatova a créé une entreprise, à crédit. Le temps de le rembourser, les montants des salaires sont très bas.

"Les autorités ont quasiment interdit aux commerçants de placer des annonces publicitaires chez nous", confie Tachmatova. Si le journal s'en sort, c'est presque seulement grâce à ses activités secondaires. Elle a créé l'émission télévisée "Kouban juste", qui reprend les thèmes phares de *Novaya Gazeta Kubani* et en fait des reportages, vendus ensuite à des chaînes fédérales. De plus, elle a obtenu le droit d'acheter une demie-heure d'antenne sur la chaîne fédérale *TV-Tsentr* pour y diffuser son propre programme. Elle parvient de la sorte à générer un peu de recettes publicitaires. Pour le reste, l'éditeur se charge de publier des livres et des expertises linguistiques pour se maintenir à flots. Jusqu'à présent, c'est à ce prix que *Novaya Gazeta Kubani* peut encore exercer des critiques à l'encontre des dirigeants locaux et survivre à la crise financière.

Tchernomorskaya Sdravnitsa est un autre journal indépendant publié à Sotchi. Il n'est pas radicalement d'opposition, mais s'est forgé une autonomie, avant tout financière. Il édite également l'hebdomadaire *Kurortnaya Nedelia*, le mensuel *Kurortnaya Gazeta* et le magazine de mode *Femina*, financés par la publicité. Le tirage de *Tchernomorskaya Sdravnitsa* s'élève à 3 000 exemplaires, distribués à Sotchi exclusivement. En kiosque, ce journal de quatre pages coûte 6 roubles (0,14 euro). Le prix d'une page de publicité est officiellement fixe à 35 000 roubles (800 euros). La rédaction dispose de six bénévoles.

Selon son rédacteur en chef et propriétaire, Sergei Belov, le journal est autonome. L'éditeur profite d'ailleurs du passé soviétique de *Tchernomorskaya Sdravnitsa*, qui lui a permis d'avoir ses propres locaux. Toutefois, en 2003, le journal en a perdu la propriété à la suite d'un procès hasardeux. L'assise matérielle de *Tchernomorskaya Sdravnitsa* en a été sérieusement affectée. *Tchernomorskaya Sdravnitsa* poursuit néanmoins l'objectif d'acquérir une presse, ce qui garantirait son indépendance financière.

Belov qualifie *Tchernomorskaya Sdravnitsa* de "journal sain et plein de bon sens" et explique qu'il y va de son devoir de bâtir une opposition constructive à l'administration municipale. Il est prêt à travailler avec cette administration sur de nombreux dossiers. Il est également prêt à insérer des articles issus des administrations de Sotchi et du Kraï contre rétribution, tant qu'ils s'inscrivent dans la

ligne du journal. Il les publie toutefois avec la mention "service de presse". À côté de cela, *Tchernomorskaya Sdravnitsa* publie des articles toujours plus critiques, malgré les tentatives de plusieurs maires de mettre le journal sous pression. Belov y parvient grâce à sa persévérance, son indépendance ainsi que son appartenance aux organisations internationales de médias IPI (Institut International de Presse) et WAN (Association mondiale des journaux).

Mais contrairement à Belov, la plupart des journaux soutiennent la ligne politique de la mairie. Tatiana Tchernovalova, une députée du Parlement de Sotchi, a choisi d'aider la presse en dirigeant un journal local (*Narodnaya Gazeta Sotchi*). Il est directement distribué dans les boîtes aux lettres, à 100 000 exemplaires, tout comme l'hebdomadaire spécialisé *Nach Dom Sotchi* ("*Sotchi, notre maison*"), qui dépend largement de la publicité. Ce dernier appartient à l'homme d'affaires Oleg Lebedev, si proche de la mairie que le nom du maire Anatoli Pakhomov, est cité dans chaque exemplaire de ce journal de deux pages. On n'y lit aucune critique relative aux décisions de la politique de la ville. Le contenu rappelle plus les annonces de propagande que contenaient les journaux au temps de l'Union soviétique.

Apologie des autorités, diffamation des opposants politiques

À Krasnodar, le gouverneur Tkatchov a défini une relation hiérarchique claire entre les autorités et les médias. Ces derniers sont loin de remplir leur fonction de quatrième pouvoir, gardant un œil sur les politiciens et les fonctionnaires.

Vadim Belyaev, ancien directeur du studio de télévision *GTRK Sotchi*, témoigne de l'ingérence pratiquée ouvertement par le service de presse du gouverneur dans le travail de l'équipe de la chaîne : "Tkatchov a une attachée de presse, Galina Solina, qui est également la vice-Gouverneure. Elle venait continuellement nous voir et exigeait que telle chose soit filmée de telle manière, ou présentée de telle autre. C'est allé si loin qu'elle a commencé à nous diriger de façon éhontée. On nous envoyait des sujets de 8 minutes sur les faits et gestes du gouverneur 'adoré' de Krasnodar et on exigeait que nous diffusions ces reportages dans nos bulletins d'information".

Le Centre du Journalisme en situation extrême, à Moscou, qui documente ce genre de violations sur tout le territoire russe, avance un autre exemple. Le 9 novembre 2007, avant les élections des députés de la Douma, les journaux *Krasnodarskie Izvestia*, *Kuban Segodnia* et *Kubanskie Novosti*, ont publié le même article contenant les mêmes assertions fausses et négatives concernant un candidat du parti "Russie Juste". Un procès à l'encontre des trois publications a permis de mettre en évidence que l'article provenait directement du service de presse de l'administration locale et avait été faxé aux rédactions. "Au bas du fax était ajouté 'ne pas signer !' Ce qui signifie : ne pas l'attribuer à l'administration du Kraï", affirme le Centre.

Il arrive également que les propriétaires des médias empêchent la diffusion de l'information. L'administration du Kraï a fermé les yeux plusieurs fois devant des saisies ou des rachats de journaux, qui avaient publié des informations négatives sur le gouverneur ou l'administration. C'est le cas de *Versya* et de *Novaya Gazeta*

Kubani. En décembre 2004, l'une de ses éditions de cette dernière a été rachetée dans sa totalité par l'administration car elle contenait un article critiquant les dépenses budgétaires dites "budget à trois planchers".

Deux exemples sont particulièrement éloquentes, qui montrent à quel point le gouvernement utilise les médias pour diffuser sa propagande.

La campagne électorale à Sotchi

Durant la campagne électorale, le jeu des influences est devenu éminemment décisif. Les médias ont pleinement participé à cette lutte, en donnant un "coup de pouce" aux dirigeants au pouvoir.

Cela est particulièrement clair pour le début de l'année 2009, lorsque le maire Anatoli Pakhomov a dû se présenter aux urnes face au candidat libéral Boris Nemtsov. Sur ordre du suppléant du gouverneur, Nemtsov s'est vu interdire totalement l'accès aux médias. "Je n'ai même pas pu diffuser de spot électoral comme prévu", avait-il alors dénoncé. Officiellement, les médias se justifiaient en avançant qu'ils ne prenaient pas part à la campagne. De fait, aucun message électoral d'aucun des candidats n'a été diffusé. Toutefois, les sujets publiés par la suite donnaient une image entièrement positive du candidat officiel sortant.

Pendant ce temps, Nemtsov était diffamé dans presque tous les médias et largement présenté comme un allié des Etats-Unis. Les 4 chaînes locales de Sotchi (*NTK, FTK, Max-TV, GTRK Socthi*) diffusèrent de surcroît un court-métrage de vingt minutes sur la carrière politique de Nemtsov dans lequel il était affirmé qu'il avait dirigé la province de Nijni Novgorod comme gouverneur dans les années 90, et qu'il s'était montré vénal et incompétent. D'après Nemtsov, le film avait été produit sur ordre de Murat Achedchak, le suppléant du gouverneur.

Toutefois, Achedchak a réfuté cette déclaration et expliqué que le film avait été commandé par le Kremlin. Malgré ce précédent, une autre vidéo discréditant Nemtsov a bientôt commencé à circuler. Toutes les stations locales diffusèrent aussi ce spot calomnieux dans leur journaux télévisés. Le démenti que Nemtsov avait demandé de diffuser à la station *Ente* ne l'a jamais été durant la campagne électorale.

Même la chaîne privée *Max-TV*, propriété du chef d'entreprise Mikhail Mikshis (détenteur du groupe 'Max Média' regroupant 2 télévisions et 2 stations de radio) a pris part à ces campagnes fantaisistes.

"J'ai déjà aidé Mikshis quand son média a dû mettre la clé sous la porte. Je l'ai reçu quand j'étais encore à Sotchi et il m'a dit : - Si jamais je ne te dénigre pas, mes licences me seront retirées et je peux dire au revoir à ma chaîne", a déclaré Nemtsov. "De plus, à ce moment là, une procédure pénale avait été lancée contre sa femme et on lui avait fait comprendre qu'elle serait libérée s'il était loyal envers les autorités", continue Nemtsov pour montrer la manière avec laquelle l'administration manipule les médias.

Finalement, le candidat sortant l'emporta avec 77 % des voix contre 14 % pour Nemtsov. La procédure judiciaire entamée par ce dernier pour dénoncer le trucage

de l'élection et des violations de la loi électorale n'est toujours pas close. Lors du premier procès, le tribunal a rejeté la plainte. L'appel est actuellement en cours.

Rivalité pour les Jeux Olympiques

L'attribution des Jeux Olympiques de 2014 à Sotchi a fait l'objet d'une campagne encore plus largement censurée. Le mot d'ordre des Jeux "à tout prix" (expression de Vladimir Poutine) est devenu le mot d'ordre de la résistance de toute la population de Sotchi, ce pour différentes raisons. Parmi elles, le plan de déplacement forcé de quelque 3500 habitants de la baie d'Imeritinskaya, au sud de la ville, ou encore, les inquiétudes concernant les dommages environnementaux causés par la construction d'infrastructures hôtelières et sportives.

Cependant, les autorités ne tolèrent aucune discussion sur la préparation des Jeux. Aucune consultation publique n'est organisée. Dans les médias locaux, le débat n'est jamais abordé. Les sujets diffusés sur les chaînes locales et régionales de télévision rendent compte d'un seul point de vue. Soit ils font appel au sentiment patriotique des habitants, vantant le prestige des Jeux Olympiques, soit ils rendent compte de l'avancement remarquable des préparatifs.

Ainsi, en juin 2009, les stations de télévision et de radio, ainsi que plusieurs journaux de Krasnodar, ont couvert l'emménagement dans son nouveau domicile d'Ivan Kubanzev, le premier "déplacé" de la baie d'Imeritinskaya. Celui-ci apparaissait satisfait de sa situation. "Son nouveau domicile disposait de électricité et de l'eau courante", confie Alik Lei, l'un des activistes qui luttaient contre le déplacement de la population. Dans un entretien accordé à RSF, Kubanzev a nié avoir déménagé, comme le reportage l'avait prétendu. "Jusqu'à présent, on ne m'a pas fait de propositions financières pour ma maison actuelle ni pour la nouvelle » a-t-il confié. Il faut encore parvenir à un accord pour que le déménagement ait lieu.

L'hebdomadaire *Sotchi, Notre Maison*, a longtemps complètement éludé la question des habitants de la baie. C'est en grande partie pour cela qu'aucun article ne mentionnait les manifestations organisée par ceux-ci, bien que chaque numéro ait traité des Jeux Olympiques. Plutôt que de se faire le reflet des préoccupations des citoyens, le journal annonçait le 21 mai 2009 : "Tout avance comme prévu".

L'administration du Kraï a commandé des reportages sur Olympie, qu'elle envoyait ensuite aux chaînes locales pour diffusion. Ils comportaient des consignes précises sur la manière, l'heure et le nombre de fois où les clips devaient apparaître. Comme, en règle générale, ils ne sont jamais coupés au montage, l'on voit partout le même reportage. Dans les médias étrangers, les protestations concernant la baie d'Imeritinskaya sont aussi peu mentionnées que dans la presse nationale russe. Ce qui renforce la certitude d'Alik Lei : "Nos médias ont des consignes strictes à suivre : pas de contact avec la population locale", affirme-t-il. Seule la chaîne moscovite relativement indépendante *Ren-Tv* et la chaîne *Kanal 5* ont rapporté ce problème. Les médias régionaux n'abordent le thème que pour discréditer les "opposants olympiques". Ils sont décrits comme antipatriotiques et avides de profit. À en croire les journalistes, cela vient "d'en haut". "Les journalistes et les médias sont soumis à des pressions ouvertes mais aussi plus discrètes, pour que les Jeux n'aient pas de

mauvaise presse”, confie Svetlana Kravtchenko de la publication en ligne *Kavkazski Uzel*, critique des autorités.

À Sotchi même, seuls les journaux *Tchernomorskaya Sdravnitsa* et *Delovoi Sotchi*, informent sur les préparatifs des JO avec un regard critique. *Delovoi Sotchi* a cependant dû fermer boutique entre 2008 et 2009, officiellement pour faillite. L'ex-correspondante du journal, Ekaterina Primakova, avance qu'en réalité, une pression administrative se cachait derrière cette fermeture.

La diffamation et l'autocensure pour faire rentrer dans les récalcitrants dans les rangs

Le registre des médias est un instrument important utilisé par l'administration pour mettre la presse au pas. Les journalistes sont remis dans le droit chemin à coup de mise en demeure et en licenciements. En 2005, le rédacteur en chef de la chaîne *GTRK Sotchi*, Vadim Belyaev, a été congédié après avoir refusé de diffuser des sujets fournis par le service de presse de l'Etat et de ne pas les avoir "formatés" pour les insérer dans ses journaux télévisés. Galina Solina, l'attachée de presse pour l'administration du Kraï, a finalement obtenu que Belayev soit évincé depuis Moscou. "Après mon licenciement, j'ai tenté de trouver un nouveau poste, mais une interdiction d'embauche a officieusement, été émise à mon égard dans toute la région de Krasnodar. Pendant deux ans, j'ai rasé les murs dans la rue", confie Belyaev, mis à la retraite forcée depuis.

On peut toutefois observer un léger progrès concernant les accréditations. Depuis quelques années, les journalistes se plaignaient de ne pas obtenir d'accréditation locale quand ils étaient envoyés par un bureau national. Selon eux, il s'agissait d'une mesure destinée à les empêcher de couvrir les activités de l'administration ou du Parlement.

Aujourd'hui, ces accréditations sont délivrées officiellement. Même si les formalités nécessaires à leur obtention sont longues et contraignantes. Pour Anna Perova, la correspondante régionale du célèbre quotidien *Kommersant*, l'administration a quand même essayé de refuser des correspondants considérés comme "gênants". "L'administration ne nous informe même pas des résultats d'une élection ou des conférences de presse organisées". Toutes les questions doivent être posées par écrit et les délais pour les traiter vont de 15 à 30 jours. En revanche, le gouverneur fournit régulièrement des informations aux journalistes "loyaux".

La diffamation reste l'un des moyens les plus prisés pour intimider les journalistes. D'après le Centre du journalisme en situation extrême, beaucoup de hauts fonctionnaires y ont recours. La journaliste Svetlana Kravtchenko a souvent été confrontée à de tels procédés. En 2006, elle a fait paraître un article sur le déplacement des tombes d'un cimetière, sur pression d'un riverain. L'article dénonçait le fait que le tribunal avait été forcé de rendre cette décision. Il a attiré de nombreux ennuis à Kravtchenko. Elle a été poursuivie pour une prétendue "diffamation", la condamnant à verser une amende de 50 000 roubles (env. 1 500 euros à l'époque). En 2007, un tribunal l'a condamnée avec le journal moscovite

Argumenti i Fakti à une amende de 100 000 roubles, pour le même article. Pourtant, la plainte avait été rejetée lors de l'appel.

La même année, la journaliste a été poursuivie par l'administration locale pour un autre article critiquant durement la dépossession des habitants de Sotchi de leurs biens immobiliers dans son article "La justice par soi-même".

Les moyens de pression "extrêmes" sont heureusement rares. Ainsi, aucun journaliste de Krasnodar n'a été tué en raison de son travail. Toutefois, en 2002, le journaliste Sergei Solovkin a été victime d'une agression. Il enquêtait sur le marché immobilier de la Mer Noire pour le journal *Sotchi* et le quotidien moscovite *Novaya Gazeta*. Solovkin a été blessé dans l'attaque, mais a réussi à s'enfuir après avoir frappé son agresseur. Ce dernier a reconnu devant le tribunal que l'attaque du journaliste lui avait été commandée, sans toutefois révéler l'identité des commanditaires. Craignant pour sa sécurité, Sergei Solovkin a quitté la Russie et vit aujourd'hui à Hambourg.

À Krasnodar, les journalistes loyaux envers le pouvoir peuvent vivre confortablement. Selon Alexandra Terebunova, directrice de l'union des journalistes de Krasnodar et de la maison d'édition publique "Periodika Kubani", le salaire moyen des journalistes qui travaillent pour les publications gouvernementales varie entre 20 000 et 30 000 Roubles (entre 460 et 700 euros), ce qui leur permet d'avoir un train de vie relativement élevé. A titre de comparaison, à en croire le journal *Krasnodarski Kurier*, la population de Krasnodar gagne en moyenne 13 800 Roubles (320 euros). Galina Tachmatova, rédactrice en chef de *Novaya Gazeta Kubani* affirme, elle, que les rédacteurs en chef d'une publication locale ou régionale publique peut gagner jusqu'à 70 000 Roubles (1 600 euros) par mois. Les journalistes du secteur privé reçoivent largement moins, leur salaire s'établissant à environ 20 000 Roubles (460 euros).

Les journalistes compétents n'ont pas de difficultés à trouver du travail car il existe une forte demande pour des journalistes spécialisés. Pour l'écrivain Arkadi Melkonian, qui fut longtemps correspondant pour la télévision, le professionnalisme des journalistes dans la région serait inférieur à la moyenne. "Les journalistes proviennent souvent de la rue et ne sont pas formés au métier". Il est donc plus aisé de les influencer et de les manipuler.

Certes, Krasnodar possède une faculté de journalisme. Toutefois, Tachmatova ose la critique en affirmant qu'on y forme surtout des journalistes conformistes et courtisans et que les journalistes de Krasnodar sont d'un "conformisme extrême". C'est cette autocensure de la part de ses collègues que la journaliste indépendante Svetlana Kravtchenko dénonce également : "Beaucoup sont disposés à se faire bien voir en plus haut lieu, plutôt que de refléter les intérêts de leurs concitoyens", dit-elle.

L'union officielle des journalistes en exercice à sa part de responsabilité dans cette tendance conformiste. Melkonian lui reproche son inaction. D'autres journalistes indépendants se plaignent du fait que l'union ne collabore qu'avec des journalistes travaillant pour les médias publics. Terebunova, la présidente, répond que l'union est ouverte à tous les journalistes, en admettant tout de même qu'il existe une relation étroite avec l'administration.

Dans un entretien avec un journal russe, Terebunova maintient que le système de financement des médias par l'administration est un "modèle réussi de la coopération entre médias et autorités, reposant sur des contrats et des partenariats". "Dans certaines régions, il existe des conflits entre les médias et les autorités, les droits des journalistes sont limités et une pression est exercée sur les collaborateurs des journaux et des chaînes télévisées. Dans la région de Krasnodar, il n'y a rien de tout cela. Bien sûr, il existe des divergences d'opinion sur la manière de résoudre les questions actuelles. Mais trouvons toujours un compromis. Nous devons concéder cela à l'administration nationale", explique-t-elle.

Depuis peu, la "Voix de Kouban", une association de journalistes indépendants de Krasnodar, a vu le jour. Elle se compose avant tout de journalistes de petits médias privés. La "Voix de Kouban" propose à ses membres de modestes formations ainsi qu'une aide juridique.

Les conséquences de la crise économique

La crise se fait également sentir à Krasnodar, et nombre de médias privés enregistrent un recul de leurs recettes publicitaires. Ceci vient du fait que, dans le contexte de la crise, la part des publicités déguisées grandit. Sergei Belov, du *Tchernomorskaya Sdravnitsa* affirme que beaucoup de journaux de la région en publient.

Pour les journalistes, la chute des recettes publicitaires se traduit par une diminution des salaires. Tachmatova commente: "Notre situation reste difficile. Mais nous n'avons pas peur de la crise, car nous avons toujours connu une mauvaise situation financière, contrairement aux journalistes qui travaillent pour le compte du gouvernement, qui ont toujours bien gagné leur vie et qui sont maintenant pris d'une crise de panique. Mais eux perçoivent toujours leur salaire, même s'ils connaissent les premières réductions de personnel". Depuis le début de l'année (2009), deux journaux ont été victimes de la crise : *Kubans Business* et *Kubanskaya Pravda*. Il faut ajouter à cela le journal *Delovoi Sotchi*. Bien que pour ce dernier, une raison politique ait empêché la fermeture définitive de la publication.

Surmonter la concurrence

Les médias importants de Sotchi et de Krasnodar sont tous soumis au contrôle des autorités. Les sujets traitant de l'opposition ou des ONGs ne sont jamais abordés. L'administration s'est assuré ce contrôle en mettant en place un mécanisme de concurrence déloyale, au moyen du "registre". Elle s'est ainsi assurée un quasi-monopole sur l'information à Krasnodar.

En Russie, il est connu que les autorités essaient d'influencer les médias et d'exercer des pressions sur eux. Le fait que beaucoup de journalistes de la région, ayant une bonne situation, semblent facilement céder à ces pressions n'en demeure pas moins problématique. Une certaine désillusion y est sans doute pour beaucoup. La publication d'informations critiques n'a le plus souvent pas de conséquence pour

les fonctionnaires mis en cause. De la même manière, un reportage critique n'aura pas d'écho.

De plus, la solidarité entre les journalistes semble se perdre. Le syndicat officiel des journalistes ne défend pas suffisamment les intérêts des médias locaux. Il est donc aisé pour l'administration de monter les journalistes les uns contre les autres et de stigmatiser les correspondants gênants.

Il y a tout de même des signes positifs pour la liberté de la presse dans la région de Krasnodar et la ville de Sotchi. Avant tout, les petits médias persistent à résister aux pressions et tentent de rendre compte de la situation. L'association "Voix de Kouban" est un point de départ pour les journalistes indépendants, qui a au moins le mérite de leur fournir une aide minimale. Afin d'améliorer la liberté de la presse dans la région de Krasnodar, il apparaît nécessaire de renforcer l'indépendance financière des médias. Il serait de la même manière souhaitable que le "registre" soit supprimé, ou transformé en une subvention indépendante accordée à tous les médias (passant par exemple, par un allègement fiscal). Bien que cela paraisse irréalisable en raison des ambitions de l'administration nationale, les médias indépendants devraient être plus soutenus.